

FICHE 1
 Comprendre les profils financiers pour adapter l'offre de services aux populations réfugiées et migrantes

 FICHE 2
 L'inclusion financière des populations réfugiées et migrantes face aux défis de l'identification

 FICHE 3
 Des services financiers numériques pour renforcer l'inclusion financière des populations réfugiées et migrantes

 FICHE 4
 Inclusion financière et intégration socio-économique des populations réfugiées migrantes

 FICHE 5
 Réduire les inégalités dans l'accès aux services financiers envers les femmes réfugiées et migrantes

 FICHE 6
 Accompagner le changement dans les institutions financières pour une meilleure inclusion des personnes réfugiées et migrantes

 FICHE 7
 Les leviers du changement d'échelle dans l'inclusion financière des populations réfugiées et migrantes

 FICHE 8
 Prendre en compte le handicap dans l'inclusion financière des populations réfugiées et migrantes


Inclusion financière et intégration socio-économique des populations réfugiées migrantes

L'inclusion financière est globalement considérée par les organisations internationales comme un levier de l'intégration socio-économique des populations migrantes.

Les projets *Cerrando Brechas* en Colombie et *ReFine* en Ouganda illustrent que les relations entre ces deux dimensions sont ambivalentes : si l'exclusion financière peut être porteuse de risques accrus en termes d'intégration socio-économique des populations migrantes vulnérables, un meilleur accès aux services financiers suffit rarement - à lui seul - à améliorer l'intégration socio-économique des populations migrantes.

La capitalisation transversale des deux projets financés par la FISONG « Inclusion financière des migrants » montre qu'accompagner cette intégration nécessite de combiner services financiers et services non-financiers ainsi que de promouvoir un environnement favorable dans les communautés d'accueil en élargissant l'accompagnement aux populations locales.

POINTS CLÉS

- L'inclusion financière est plus large que la mise à disposition d'un prêt pour initier une activité professionnelle, d'autres services peuvent s'avérer nécessaires à une bonne intégration : accéder à un moyen de paiement approprié pour régler des factures, ouvrir une assurance pour accéder aux soins, recevoir les versements d'argent liés aux activités économiques, etc.
- Pour accompagner cette intégration, il est nécessaire de combiner services financiers et services non-financiers ainsi que de promouvoir un environnement favorable dans les communautés d'accueil en élargissant l'accompagnement aux populations locales. Avec ce double objectif, le projet *Cerrando Brechas* en Colombie a ciblé comme levier des outils d'éducation financière (Con-Hector, LISTA) et forme des formateurs au sein des

communautés ; le projet *ReFine* en Ouganda a initié l'expérimentation de *Business Clinics* et de *Digital Clinics* dans les zones d'accueil des populations migrantes afin de former à la création et la gestion d'entreprise.

- Pour mettre en œuvre cette combinaison de services, il est nécessaire de renforcer les partenariats entre fournisseurs de services financiers et non financiers. Ainsi, le projet *Cerrando Brechas* a établi des partenariats avec les associations de migrants et les centres *Integrate* mis en place par les collectivités locales pour organiser l'accueil des populations migrantes. Le projet *ReFine* a couplé le refinancement des partenaires financiers (Kiva) avec un rapprochement auprès des organisations de migrants pour l'éducation financière.

LES ENJEUX

Si les migrants demeurent en situation d'exclusion économique dans les sociétés d'accueil, les possibilités et perspectives de l'inclusion financière sont limitées. En effet, pas besoin d'ouvrir un compte si on ne dispose pas d'argent à y déposer ! Inscrire les innovations en matière d'inclusion financière auprès des populations réfugiées dans une perspective d'intégration socio-économique s'avère donc nécessaire.

Par cette notion, on désigne un processus complexe qui appréhende les dimensions sociales et économiques de l'installation d'une catégorie de la population d'origine extérieure amenée

à s'installer dans une société d'accueil. Si l'insertion professionnelle constitue un élément-clé de la dimension économique de l'intégration, cette dernière recouvre plus largement l'accès aux activités génératrices de revenus, la réduction de la vulnérabilité économique et les risques d'exclusion des populations migrantes et réfugiées. De fait, derrière ces dimensions, les besoins en matière de services financiers sont multiples et diversifiés.

L'articulation entre inclusion financière et intégration socioéconomique des publics en situation de vulnérabilité a fait l'objet de nombreux travaux, avant même d'aborder la

question des populations réfugiées. D'un point de vue général, la portée d'une offre de produit « minimaliste » de la part des institutions financières (du type microcrédit) peut s'avérer limitée et doit, le plus souvent, s'accompagner de services non financiers adaptés aux publics concernés (éducation financière, microfinance avec accompagnement, conseils aux microentreprises, etc.).

La compréhension des perspectives d'intégration socio-économique constitue donc un domaine d'approfondissement particulièrement pertinent pour adapter les innovations en matière de combinaison de services auprès des populations migrantes. Il peut s'agir d'associer à l'offre de services financiers un accompagnement direct des porteurs de projet et d'aide à l'insertion professionnelle (conseil, information, formation en lien avec les perspectives d'activités génératrices de revenus et d'accès au marché de l'emploi, etc.) ; mais aussi de s'intéresser aux contraintes que rencontre ce public dans l'accès aux activités économiques pour en améliorer la prise en compte dans les dispositifs publics.

Par ailleurs, il est également nécessaire d'appréhender les modalités d'intégration socioéconomique des populations migrantes à l'échelle des communautés d'accueil. Comment éviter les distorsions, réelles ou supposées, qui induiraient un sentiment d'inégalité au sein de ces communautés et pourraient accroître un sentiment de défiance ou de rejet ?

En outre, compte-tenu des inégalités en matière d'accès aux ressources (foncier par exemple), des discriminations observées sur le marché de l'emploi ou en matière d'accès aux services financiers, la question du genre s'avère centrale dans cette thématique et fait l'objet d'une note à part entière en complément de cette synthèse.



Qu'est-ce que la FISONG-AFD 2021 « Inclusion financière des migrants » ?

Plus de 180 millions de personnes dans le monde sont déplacées, parmi lesquelles 37 millions de réfugiés (données de la Banque mondiale). Plus de 40% d'entre elles se trouvent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Ces populations migrantes sont confrontées à des barrières spécifiques en matière d'accès aux services financiers, en partie liées à leur trajectoire migratoire et leurs conditions d'accueil. Or des innovations peuvent contribuer à lever ces obstacles en matière d'inclusion financière et, plus largement, à améliorer l'intégration socioéconomique de ces populations.

C'est pour contribuer à ces objectifs que l'Agence française de développement a décidé de financer deux projets mis en œuvre par la Fédération Handicap International (Humanity and Inclusion) en Colombie et Mercy Corps en Ouganda dans le cadre de la FISONG-2021. Ce dispositif permet de cofinancer des projets de la société civile afin d'en tirer des enseignements grâce à un dispositif de capitalisation transversale. Les projets visent à enrichir les processus d'accompagnement des politiques publiques par les organisations internationales et renforcent la prise en compte des initiatives de la coopération non gouvernementale pour permettre leur changement d'échelle.

APPORTS DU PROJET *Cerrando Brechas en Colombia*

Dans le cas de la Colombie, la « brèche financière » à laquelle la population migrante est confrontée est très importante. Le taux d'inclusion financière est estimé à 30% pour la population vénézuélienne, à comparer aux 95% de la population colombienne. En termes d'accès à l'emploi, des études pointent les difficultés rencontrées par les populations migrantes en qualifiant le marché du travail comme « hostile » en raison du taux de chômage élevé et

de l'informalité de nombreuses activités que ces populations migrantes peuvent exercer.

Compte tenu du niveau de financiarisation de l'économie colombienne, les services offerts concernent tout un ensemble de services, qu'il s'agisse du paiement des services sociaux (frais de scolarité), des frais de communication (recharge des téléphones portables), des moyens de paiement par virement, l'épargne, l'assurance ou différentes formes de crédit à la consommation et de paiement différé. Même si le crédit professionnel demeure un instrument majeur de l'insertion économique (notamment par l'entrepreneuriat), la diversité des besoins en matière de services financiers constitue un élément central de l'intégration socioéconomique.

Lors des phases d'intégration, la population migrante est particulièrement vulnérable à d'autres formes d'endettement, souvent informelles, dont les modalités (risques de surendettement, harcèlement dans les recouvrements) sont constitutives de risques de violence accrue. De nombreux témoignages révèlent l'importance de l'endettement usuraire comme le *gota a gota* et rappellent que les formes de violence exercées envers les populations migrantes ne sont pas associées, uniquement, aux phases de mobilité des migrants (passeurs, etc.), mais accompagnent également les processus d'intégration dans les territoires d'accueil.

Cette dimension relève d'un agenda prioritaire, intégré aux politiques publiques et particulièrement celui de la *Banca de las oportunidades*, banque publique qui a ouvert un programme national de finance populaire dont un chapitre concerne spécifiquement l'accès aux services financiers des populations migrantes. Ce programme contribue à prévenir un risque de « xénophobie économique » susceptible de se manifester dans les territoires d'accueil où les activités économiques des populations migrantes pourraient entrer en concurrence avec les opportunités ouvertes aux populations locales en situation de vulnérabilité.



Le projet *Cerrando Brechas*

Les Vénézuéliens et Vénézuéliennes réfugiés et migrants sont estimés à près de 7 millions, dont plus de 40% se trouvent en Colombie. La coordination inter-agences des Nations-Unies en Colombie estime, pour 2024, que la population migrante vénézuélienne en Colombie est composée de 3,3 millions de migrants « à destination », d'environ 450.000 personnes « en transit », de près de deux millions de personnes « pendulaires » (réalisant des allers-et-retours aux frontières) et d'environ un million de colombiens « retournés », c'est-à-dire des migrants de famille d'origine colombienne.

A l'arrivée, les transferts monétaires concernent, en priorité, l'aide humanitaire ou sociale. Mais, quand le séjour se prolonge, il est nécessaire de soutenir les démarches d'intégration socio-économique par l'utilisation des services financiers. Or, en matière d'inclusion financière, les populations migrantes originaires du Venezuela sont confrontées à différents obstacles, comme l'accès au « permis de protection temporaire ».

Le projet mis en œuvre par la Fédération Handicap International (« Humanity and Inclusion ») consiste à mobiliser les technologies numériques afin d'accompagner l'inclusion financière et les opportunités économiques des migrants vénézuéliens en Colombie. Ce projet, mené en partenariat avec la Fondation Capital, inclut une étude de marché, la conception de modules d'information et de formation à destination des populations migrantes par le biais de deux applications numériques, la conception d'un simulateur de portefeuille numérique, la sensibilisation et la formation des institutions financières et prestataires de services financiers, la conception et la mise en œuvre d'une stratégie de dialogue et de plaidoyer auprès des acteurs financiers et des autorités publiques.

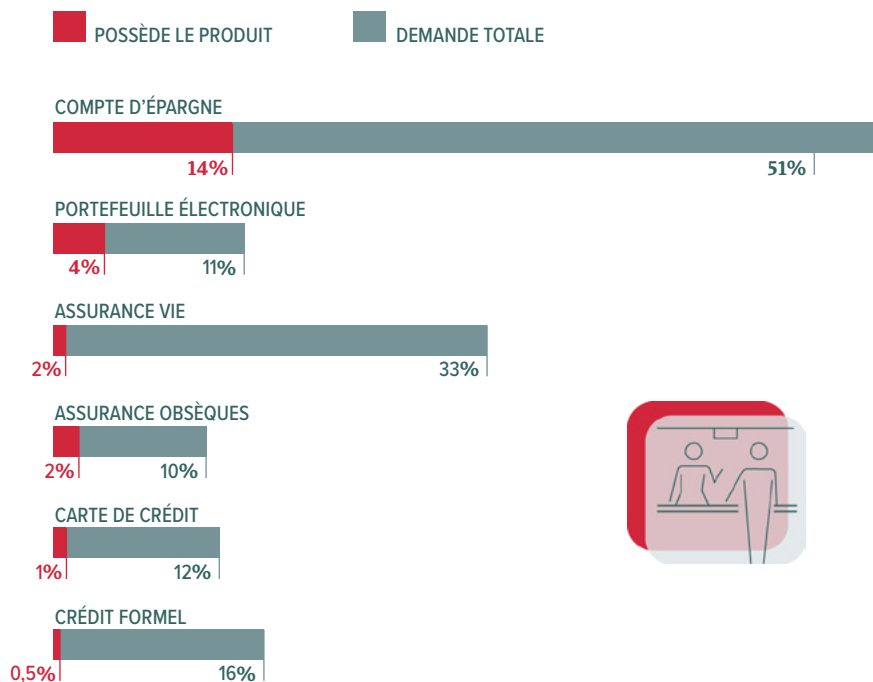
À ce titre, les résultats d'expériences de proximité associant populations locales et migrantes, qu'il s'agisse de groupes d'épargne solidaire ou de dynamiques collectives soutenues au travers des associations locales par des projets comme *Cerrando Brechas*, permettent de renforcer la cohésion sociale à l'échelle des communautés d'accueil.

Les barrières à l'entrée induisent, de la part des populations migrantes, un phénomène d'auto-exclusion.

Le projet *Cerrando Brechas* apporte plusieurs contributions autour de ces questions. Les enquêtes menées auprès des bénéficiaires de ses activités permettent de mettre en évidence la demande comme l'accès réel des populations migrantes aux différents types de services financiers. L'ouverture d'un compte d'épargne constitue à la fois la demande la plus importante et la forme d'accès privilégiée de services financiers, une fois l'accès aux moyens de paiement résolu par l'ouverture d'un « portefeuille numérique ». Il s'agit bien, dans les pratiques financières observées, d'être en mesure de sécuriser les excédents et de faire face aux variations de revenus, avant même d'accéder à un prêt. Cette priorité s'exprime, en particulier, pour les ménages « en voie de stabilisation » dans l'analyse des profils financiers. Il s'agit également, pour ces ménages, de se constituer « une identité financière » qui leur permettra, ultérieurement, de faire l'objet d'une évaluation de la part des institutions de crédit et d'ouvrir leur accès au prêt.

Compte tenu des démarches à entreprendre pour vérifier l'identité, les barrières à l'entrée sont souvent plus élevées et induisent, de la part des populations migrantes, un phénomène

Situation de l'accès des migrants aux services financiers (*Cerrando Brechas*)



d'auto-exclusion que le projet *Cerrando Brechas* s'efforce de réduire par l'éducation financière des bénéficiaires et les partenariats établis avec les acteurs financiers. Les solutions numériques développées avec l'appui du projet (Con-Hector et LISTA) constituent un socle de formation et d'informations sur l'utilisation des services financiers, permettant aux populations migrantes de mieux connaître les règles et les acteurs du système financier susceptibles de répondre à leurs besoins et leurs contraintes en Colombie. Ces outils sont promus au travers des associations de migrants dans les quartiers périphériques des trois localités ciblées par le projet (Bogota, Medellin et Baranquilla) ainsi que par la formation de formateurs et formatrices relais au sein de ses associations.

En complément de cet accompagnement spécialisé, les partenariats établis avec les Centres d'accueil mis en place par les municipalités (centres *Integrate*) ont permis d'élargir la palette des services d'appui ouverte aux populations migrantes. En effet, compte tenu de la précarité et des traumatismes subis durant les parcours migratoires, les centres facilitent, en complément d'un socle de protection sociale de base, l'accès à un accompagnement de type psychosocial et à de l'aide alimentaire afin de couvrir les besoins essentiels des populations migrantes à leur arrivée.

APPORTS DU PROJET *ReFine en Ouganda*

La « brèche financière » à laquelle la population migrante est confrontée en Ouganda est notoire. Aux problèmes d'identification des personnes, s'ajoute un déficit de formation à l'éducation financière et numérique. En moyenne, seulement 37% des réfugiés en Ouganda ont accès à un smartphone, condition nécessaire pour l'accès à la plupart des services financiers numériques (à l'exclusion des services via serveur vocal ou menu USSD). Les fournisseurs de services financiers sont parfois réticents à offrir leurs services du fait de l'absence d'information sur le comportement financier du demandeur, en particulier lorsqu'il s'agit d'une demande de crédit.

Les difficultés d'insertion socio-économique rencontrées par les réfugiés sont également un facteur limitant leur inclusion financière. Ainsi, dans une enquête ex post menée par BFA Global, 71% des réfugiés interrogés en Ouganda se déclarent sans emploi alors qu'environ 54% déclarent être auto-employés. Par ailleurs, 41% des réfugiés interrogés déclarent tirer leurs revenus d'activités agricoles. Le revenu médian des réfugiés auto-employés se situe autour de 200 000 UGX (environ 50€), ce qui correspond à peu près au revenu médian en Ouganda. Ce niveau de revenu chute drastiquement pour les réfugiés travaillant dans le secteur agricole dont le revenu médian se situe autour de 50 000 UGX (environ 12€).

Face aux défis de l'intégration socio-économique, le projet *ReFine* a permis de mener plusieurs actions combinées quant au levier de l'inclusion financière des populations migrantes :



Le projet *ReFine*

L'Ouganda est le pays qui compte le plus grand nombre de réfugiés en Afrique. Parmi cette population, on estime que 60 % des personnes proviennent du Sud Soudan et 30 % de la République Démocratique du Congo. L'Ouganda, qui compte près de 28 « camps » accueillant les réfugiés sur son territoire, dispose d'un cadre réglementaire favorable à la reconnaissance des droits des réfugiés. Dans le prolongement du *Refugee Act* de 2006, le *Comprehensive Refugee Response Framework* de 2017 ouvre aux réfugiés le droit de travailler légalement, de se déplacer dans le pays et la possibilité de s'intégrer dans les communautés locales. La mise en œuvre opérationnelle de ce cadre est soutenue par de nombreuses organisations de la société civile et des institutions internationales qui accompagnent les dynamiques d'intégration.

Le projet *ReFine* est mis en œuvre par Mercy Corps Europe dans la région du Nil Occidental et à Kampala. Il consiste à appuyer l'inclusion financière de deux mille réfugiés en Ouganda. Il accompagne le renforcement de capacités des acteurs concernés sur l'appui à l'éducation financière et numérique des réfugiés et sur la conception de produits centrés sur leurs besoins par les prestataires de services financiers. Les partenaires mobilisés dans la mise en œuvre du projet sont les associations de microfinance mais également les associations de ressortissants des pays d'origine des migrants, en charge d'accompagner les migrants dans leur parcours d'insertion. Le projet appuie également le refinancement de ces prestataires afin d'accompagner l'augmentation du nombre de personnes réfugiées dans les portefeuilles de crédit.

> **Une compréhension** approfondie des besoins diversifiés des populations migrantes en matière d'accès aux services financiers. Elle est issue du suivi des données collectées au travers des applications numériques et des comportements financiers qui en découlent.

> **L'expérimentation** de solutions développées avec les institutions financières partenaires pour répondre aux différents besoins (groupe d'épargne, prêts individuels).

> **La mise en place** et l'expérimentation d'une Business Clinic. Cette dernière consiste à accompagner la création et la gestion d'entreprise. Son plan d'action prévoit cinq phases successives : (1) la conception du modèle, de sa gouvernance et de sa gestion ; (2) la fourniture des appuis à travers l'analyse des besoins des réfugiés, la sélection et la formation des formateurs, la contractualisation et programmation des formations ; (3) la délivrance des formations de formateurs. En complément, (4) l'appui d'une spécialiste des approches « genre » est sollicité afin d'adapter la démarche mise en œuvre et (5) le dispositif est régulièrement évalué sur Kampala et West Nile. Ce dispositif d'accompagnement est structuré autour de trois volets complémentaires, comme le montre le schéma.

Les trois volets des *Business Clinics* (ReFine)



> IDENTIFIER LES DOMAINES PRIORITAIRES POUR CHAQUE RLO (BUSINESS, DIGITAL) SUR LA BASE DES RETOURS DES RÉFUGIÉS.

> DÉSIGNER DES CHAMPIONS AU SEIN DES RLO POUR ÊTRE LES BÉNÉFICIAIRES D'UN PROGRAMME DE ToT ET PROMOUVOIR LE CONCEPT DE CLINIQUE.

> ENGAGER DES EXPERTS POUR DÉVELOPPER DES CURRICULA DE ToT SPÉCIALISÉS EN PARTENARIAT AVEC LES RLO ET LES FSPs.

> DISPENSER LE ToT AU PERSONNEL DÉSIGNÉ DES RLO.

> COLLECTER LES RETOURS, ÉVALUER LA PERFORMANCE ET ADAPTER LE PROGRAMME.



> SESSIONS DE FORMATION INTENSIFS PENDANT 2 SEMAINES SUR PLUSIEURS THÉMATIQUES TELLES QUE : ENTREPRENEURIAT, MARKETING DIGITAL, SERVICE CLIENT, COMPTABILITÉ, GESTION DES RISQUES, E-COMMERCE, CONFORMITÉ, ETC.

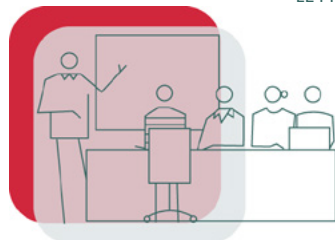
> COLLABORATION AVEC LES FSPs POUR FOURNIR DES CONSEILS PRATIQUES AFIN D'AUGMENTER LE TAUX DE SUCCÈS DES DEMANDES DE PRÊT.



> ORGANISER UNE RENCONTRE POUR LES ACTEURS DU MARKET PLACE (FSPs, PRESTATAIRES DE SERVICES, ETC.) POUR : PRÉSENTER LEURS PRODUITS AUX RÉFUGIÉS, RÉPONDRE AUX QUESTIONS, CLARIFIER LES MALENTENDUS, ETC.

> SE DÉROULE LORS DE LA DERNIÈRE SEMAINE DE LA CLINIQUE.

> OBJECTIFS : RENFORCER LES LIENS, ACCROÎTRE LES CONNAISSANCES, CRÉER DE LA VISIBILITÉ POUR LE PROGRAMME.



Les données recueillies par le projet *ReFine* révèlent de fortes différences entre les dynamiques d'insertion par l'emploi et l'entrepreneuriat dans les camps et à Kampala. La présence de réseaux communautaires influe fortement sur le choix du lieu d'installation d'une personne migrante. Le coût de la vie élevé à Kampala est contrebalancé par l'accès à un large choix de services, à des opportunités économiques et financières qui n'existent pas ailleurs et poussent certains réfugiés à migrer en ville. Pourtant leur niveau de revenu est supérieur dans certains camps où les services de base sont plus abordables (le logement en particulier). Dans l'enquête de BFA Global,

les données recueillies révèlent que les niveaux de revenus des réfugiés sont en moyenne de 60 à 70% supérieurs dans le camp de Bidi Bidi par rapport aux réfugiés vivant à Kampala.

RÉFÉRENCES

BFA Global, 2022, *Rebuilding livelihoods in displacement*, Endline Report, Ouganda.

Briey de S., 2007 : « La microfinance : un outil de lutte contre la pauvreté », *Problèmes économiques*, n°2.928.

Pradilla D. & Romero M., 2023, *Construyendo una Ruta Integral para la Inclusión Financiera de la población migrante venezolana*, Fondation Capital.

Mercy Corps, 2025, *Refugee Finance playbook*, MCE-AFD, Ouganda.

Mercy Corps, 2024, *State of the Ugandan Refugee Finance Sector*, AFD-Conference edition, Ouganda.

Ramirez Bolivar L. & al. 2022, *Ser migrante y trabajar en Colombia: Como va la inclusion laboral de las personas provenientes de Venezuela?*, Documento 80, Dejusticia, Bogota, p. 97.

Sayad A., 1994, « Qu'est-ce que l'intégration? », *Hommes & Migrations*, n°1182, pp. 8-14.

Wirtz A. L & al., 2024. "Persistent Food Insecurity and Material Hardships: A Latent Class Analysis of Experiences among Venezuelan Refugees and Migrants in Urban Colombia", *Nutrients* 16, n°7: 1060.

AUTEURS

La capitalisation transversale des projets de la FISONG « Inclusion financière des migrant-e-s », est supervisée par la Division « Systèmes financiers » de l'Agence française de développement www.afd.fr. Pilotée par l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement www.iram-fr.org, l'équipe est composée de François Doligez, Youssef Makrouf, Agnès Lambert et Liora Stührenberg. Au niveau des projets, sont associés aux travaux de la capitalisation transversale : Marcela Carvajal cheffe de projet *Humanity and Inclusion* en Colombie www.hi.org, Daniela Pradilla de la Fondation Capital en Colombie www.fundacioncapital.org et, en Ouganda, David Darkwa, chef de projet Mercy Corps www.mercycorps.org. Réduire les inégalités dans l'accès aux services financiers envers les femmes migrantes »

Graphisme : <https://www.marmelade.be>

